

# Évolutions monétaires en Guadeloupe au 31 décembre 2016

## ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

La croissance mondiale s'est maintenue à +3,1 % en 2016 selon l'édition de janvier 2017 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, malgré un ralentissement aux États-Unis et en dépit du vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'activité économique devrait selon le FMI s'accélérer en 2017 et au cours des prochaines années (+3,4 % en 2017 et +3,6 % en 2018). Toutefois, ces projections demeurent teintées d'incertitudes en lien avec un manque de visibilité sur l'orientation à venir de la politique économique américaine.

S'agissant plus spécifiquement de la zone euro, le PIB a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,4 % au trimestre précédent), selon Eurostat. Le chômage en zone euro est au plus bas depuis fin 2009, tandis que l'inflation, en glissement annuel, a atteint +1,8 % en janvier 2017, soit son plus haut niveau depuis début 2013. Sur l'année 2016, le PIB de la zone euro a progressé de 1,7 % et la Commission européenne prévoit une croissance de +1,6 % en 2017 et +1,8 % en 2018.

À l'issue de la réunion du 9 mars 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé « *que nous poursuivrons nos achats au titre du programme d'achats d'actifs (asset purchase programme, APP) au rythme mensuel actuel de 80 milliards d'euros jusqu'à la fin du mois et, d'autre part, qu'à partir d'avril 2017, nos achats nets d'actifs devraient continuer à hauteur de 60 milliards d'euros par mois jusqu'à fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif* ».

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,2 % au trimestre précédent) et de 1,1 % sur l'ensemble de l'année (après +1,2 % en 2015).

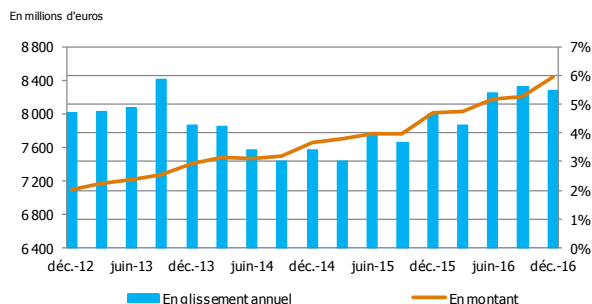
## L'ACTIVITÉ BANCAIRE SUR UNE TENDANCE CROISSANTE

L'activité bancaire progresse dans le département au second semestre 2016.

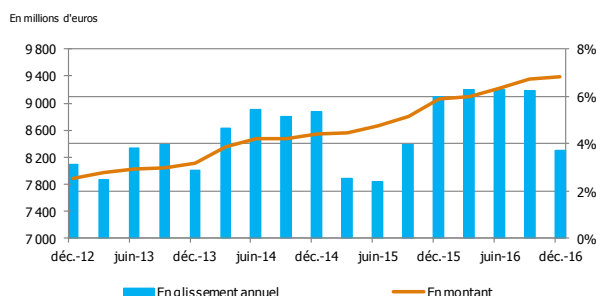
L'encours sain des crédits consentis à l'économie, qui totalise 9,4 milliards d'euros à fin décembre 2016, croît à un rythme moins soutenu que l'année précédente (+3,7 % sur un an contre +6 % à fin décembre 2015). Les crédits octroyés aux entreprises et aux ménages augmentent respectivement de 4,6 % et 3,7 %. Les crédits immobiliers des entreprises (+5,5 %) et les crédits à l'habitat des ménages (+3,4 %) sont les principaux segments contribuant à cette évolution. Les crédits alloués aux collectivités locales restent favorablement orientés sur un an (+3,7 % contre +8,2 % à fin décembre 2015).

À 8,4 milliards d'euros, la collecte nette d'actifs financiers s'accélère (+5,5 % contre +4,7 % un an plus tôt). Les dépôts à vue demeurent le principal moteur de cette croissance (+13,1 % après 10,3 % en fin 2015).

Évolution des actifs financiers



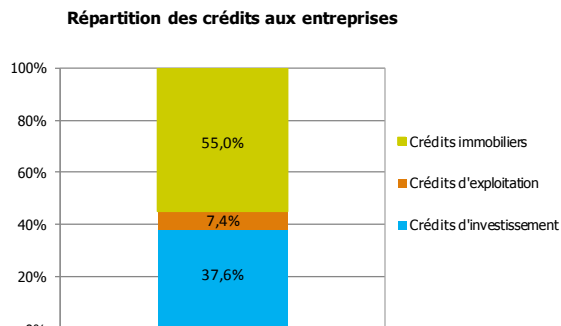
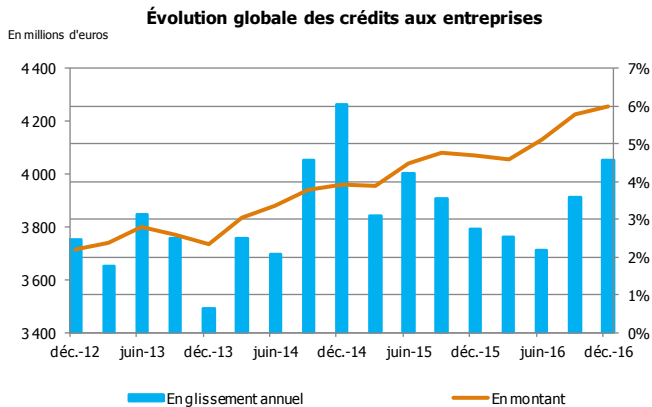
Évolution des concours bancaires



# UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT TOUJOURS DYNAMIQUE

## Accélération de l'octroi de crédits aux entreprises

**Les crédits consentis aux entreprises** augmentent de 4,6 % en glissement annuel à fin décembre 2016 (après +2,7 % à fin décembre 2015) pour atteindre 4,3 milliards d'euros.



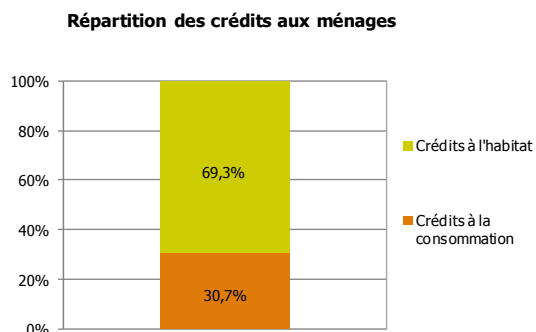
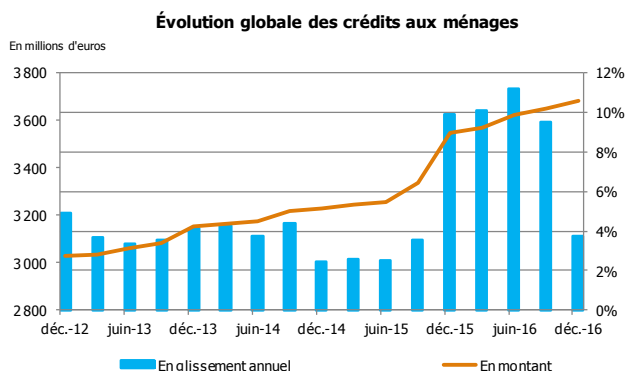
**Les crédits immobiliers**, qui représentent 55 % des encours de crédits octroyés aux entreprises, progressent sur douze mois (+5,5 % après +1,2 % en décembre 2015).

**Les crédits d'investissement** sont en hausse à fin décembre 2016 (+4,9 % contre +8,5 % un an plus tôt). Dans le détail, les crédits à l'équipement augmentent de 2,8 %. La baisse des crédits d'investissements aux entrepreneurs individuels se poursuit (-9,8 % après -5,7 % à fin décembre 2015). L'octroi de crédits-bails se redresse (+17,6 %, après -3,4 % fin 2015).

**Les crédits d'exploitation** augmentent de 0,3 % (-5,1 % en 2015) en glissement annuel. Les crédits de trésorerie y contribuent largement (+6,6 %), en particulier ceux accordés aux entrepreneurs individuels (+22,7 %). L'encours des comptes ordinaires débiteurs diminue (-7 %), tandis que les créances commerciales augmentent de 14,5 %.

## Augmentation moins soutenue des crédits aux ménages

**L'activité de crédit aux ménages** poursuit sa progression à un rythme moins élevé (+3,7 % contre +9,9 % à fin décembre 2015). L'encours s'établit à 3,7 milliards d'euros en décembre 2016.



**Le financement de l'habitat**, qui concentre 69,3 % de l'ensemble des crédits aux ménages, enregistre une croissance annuelle de 3,4 % (contre +10,8 % à fin décembre 2016).

**L'encours des crédits à la consommation** affiche une croissance de nouveau soutenue en glissement annuel (+5,1 % après +7,8 % à fin décembre 2015).

## Des crédits aux collectivités de nouveau en hausse

Les **financements alloués aux collectivités locales**, qui représentent 11,2 % de l'activité de crédit dans le département, progressent de 3,7 % sur l'année (après +8,2 % l'année précédente). L'encours s'établit à 1,1 milliard d'euros. Les crédits d'investissement, qui en constituent l'essentiel (96,8 %), augmentent de 6,9 %. La diminution sensible des crédits d'exploitation à fin décembre 2016 (-48,9 %) n'est pas significative compte tenu du faible volume de ces derniers.

## Des indicateurs de sinistralité toujours en amélioration

L'**encours des créances douteuses brutes** des établissements de crédit installés localement (ECIL) diminue de nouveau (-6,3 % sur un an) et s'établit à 416,5 millions d'euros. En parallèle, le **taux de créances douteuses brutes** des ECIL poursuit son amélioration et s'élève à 5,0 % (-0,6 point sur douze mois). Le taux de provisionnement des banques locales s'affiche en baisse sur un an (-3 points) pour s'établir à 62,4 %.

## NOUVELLE HAUSSE DES ACTIFS FINANCIERS

Les **actifs financiers des agents économiques** progressent au second semestre 2016.

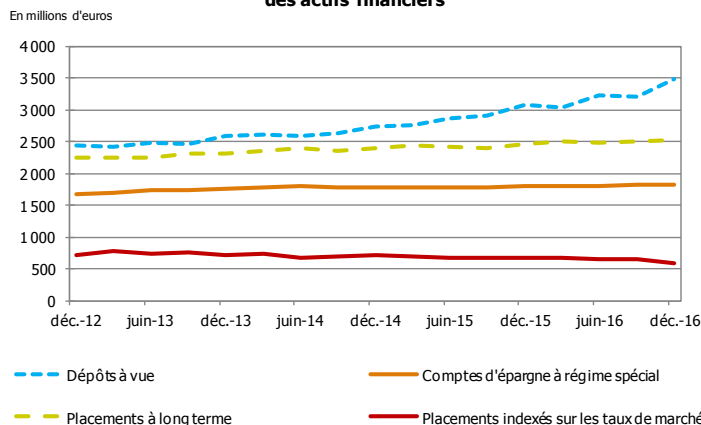
À 8,4 milliards d'euros, l'encours croît de 5,5 % sur un an après avoir augmenté de 4,7 % à fin décembre 2015. Les entreprises, les ménages et les autres agents enregistrent une hausse de leurs avoirs (respectivement +6,7 %, +3,7 % et +23,3 %).

Les **dépôts à vue** continuent de progresser (+13,1 % après 12,3 % à fin décembre 2015). Ils s'établissent à 3,5 milliards d'euros.

L'**épargne longue** augmente (+2,9 % après +2,6 % à fin décembre 2015), tirée par les plans d'épargne-logement (+4,8 %) et l'assurance-vie (+4,1 %).

Les **placements liquides ou à court terme** sont en baisse à fin décembre 2016 (-1,4 % après -1,7 % à fin décembre 2015) en raison d'un attrait moindre pour les placements indexés sur les taux de marché (-10,1 %).

Évolution des principales composantes des actifs financiers

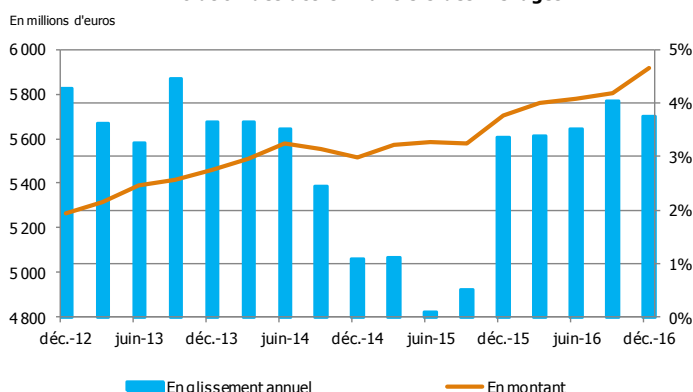


## Dynamisme persistant de l'épargne des ménages

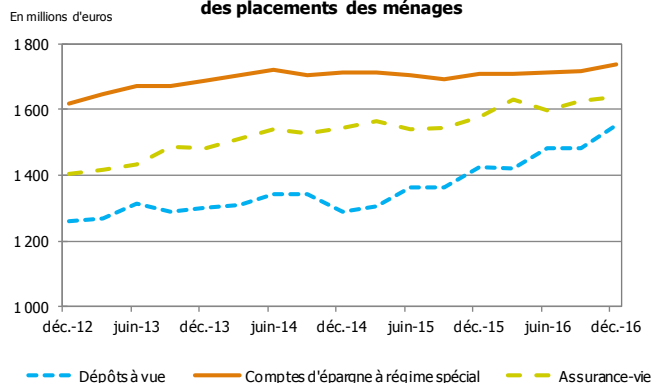
L'encours **des actifs financiers des ménages** progresse de 3,7 % (+3,4 % en 2015). Il atteint 5,9 milliards d'euros à fin 2016.

Les **dépôts à vue** poursuivent une croissance soutenue sur un an (+9,1 % contre +10,3 % à fin décembre 2015).

Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



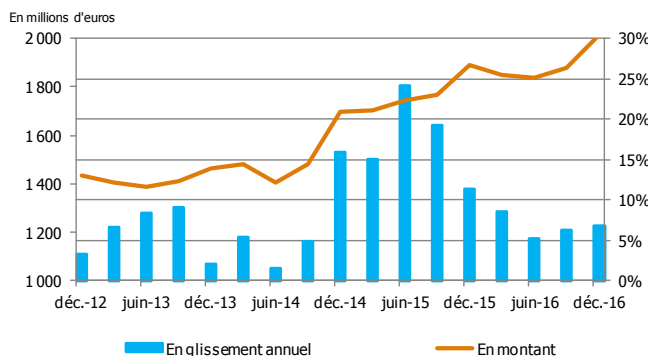
L'**épargne à long terme** croît, pour sa part, de 3 % à fin décembre 2016, comme en 2015. Elle est portée par l'assurance-vie (+4,1 %), premier produit d'épargne des ménages (66,2 % des placements à long terme des ménages), mais également par les plans d'épargne logement (+4,8 %).

Les **placements liquides ou à court terme** sont stables sur un an (+0,6 % contre -0,9 % à fin décembre 2015). Les comptes d'épargne à régime spécial augmentent 1,5 %. Les livrets ordinaires continuent sur une dynamique croissante (+4,1 %), tandis que les livrets A et bleus peinent à attirer les ménages avec un encours quasi inchangé sur un an. L'encours des livrets d'épargne populaire poursuit sa baisse (-3,5 %). Les placements indexés sur les taux de marché diminuent (-8,7 %).

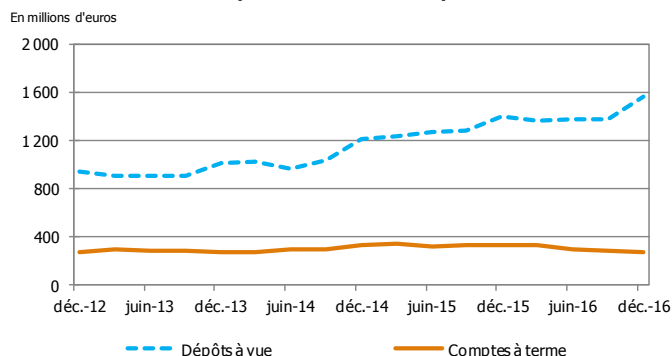
## Hausse des placements des entreprises

Les actifs financiers des sociétés non financières augmentent de 6,7 % (après une hausse de 11,4 % en décembre 2015). Ils s'établissent à 2 milliards d'euros à fin décembre 2016.

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Les dépôts à vue augmentent de 11,5 % sur un an (+16,2 % un an plus tôt), comme l'épargne longue (+1,7 % contre +0,7 % en 2015). En revanche, les placements liquides ou à court terme sont en repli (-7,8 %).

## Regain des actifs des autres agents

Les placements des autres agents enregistrent une hausse de 23,3 % sur un an (après -4,7 % à fin 2015).

Dans le détail, les dépôts à vue augmentent de 44,1 %. Les placements liquides ou à court terme diminuent sur un an (-8,6 %), tout comme l'épargne à long terme (-9,5 %).

### MÉTHODOLOGIE

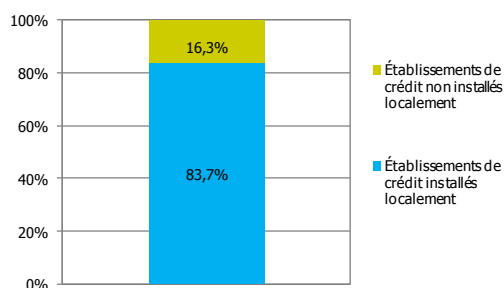
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit par ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

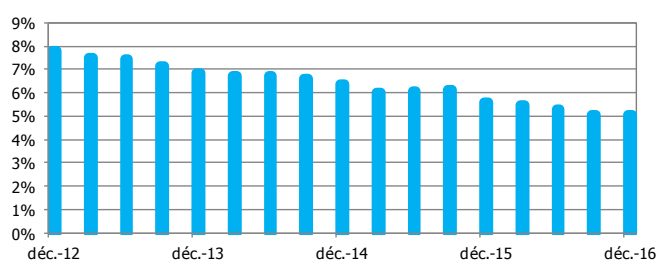
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>313,0</b>	<b>290,3</b>	<b>329,5</b>	<b>312,6</b>	<b>304,3</b>	<b>322,6</b>	<b>330,9</b>	<b>313,4</b>	<b>-2,8%</b>	<b>0,3%</b>
Créances commerciales	34,6	34,6	32,1	21,1	18,3	23,8	25,1	24,1	1,3%	14,5%
Crédits de trésorerie	137,8	123,2	121,9	126,9	122,0	126,8	139,0	135,3	6,7%	6,6%
(dt) Entrepreneurs individuels	35,2	33,5	40,8	33,7	32,4	33,8	33,6	41,4	22,4%	22,7%
Comptes ordinaires débiteurs	115,5	104,2	148,4	135,8	144,1	147,0	142,7	126,3	-14,1%	-7,0%
Affacturation	25,1	28,3	27,2	28,8	19,9	24,9	24,1	27,7	11,2%	-3,9%
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>1 318,8</b>	<b>1 330,2</b>	<b>1 408,6</b>	<b>1 528,6</b>	<b>1525,1</b>	<b>1557,9</b>	<b>1597,6</b>	<b>1 603,1</b>	<b>2,9%</b>	<b>4,9%</b>
Crédits à l'équipement	1 081,1	1 112,1	1 188,3	1 315,8	1304,1	1309,7	1354,3	1 352,7	3,3%	2,8%
(dt) Entrepreneurs individuels	68,5	66,2	46,8	44,1	42,8	42,7	41,1	39,8	-6,7%	-9,8%
Crédit-bail	237,7	218,1	220,3	212,9	220,9	248,2	243,3	250,4	0,9%	17,6%
<b>Crédits immobiliers</b>	<b>2 055,2</b>	<b>2 090,5</b>	<b>2 190,9</b>	<b>2 217,5</b>	<b>2223,7</b>	<b>2248,7</b>	<b>2298,8</b>	<b>2 339,6</b>	<b>4,0%</b>	<b>5,5%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>25,5</b>	<b>24,8</b>	<b>32,2</b>	<b>11,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>-17,4%</b>	<b>-97,2%</b>
<b>Encours sain</b>	<b>3 712,5</b>	<b>3 735,8</b>	<b>3 961,2</b>	<b>4 069,8</b>	<b>4053,6</b>	<b>4129,6</b>	<b>4227,7</b>	<b>4 256,5</b>	<b>3,1%</b>	<b>4,6%</b>
<b>Ménages</b>										
<b>Crédits à la consommation</b>	<b>983,4</b>	<b>982,8</b>	<b>996,5</b>	<b>1 074,0</b>	<b>1 072,4</b>	<b>1 101,3</b>	<b>1 112,1</b>	<b>1 129,0</b>	<b>2,5%</b>	<b>5,1%</b>
Crédits de trésorerie	907,6	908,9	923,5	1 006,2	1 006,3	1 035,5	1 046,5	1 067,3	3,1%	6,1%
Comptes ordinaires débiteurs	50,3	51,6	51,4	50,5	49,8	50,5	51,1	48,2	-4,6%	-4,7%
Crédit-bail	25,4	22,3	21,5	17,3	16,3	15,3	14,5	13,6	-11,7%	-21,6%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>2 039,0</b>	<b>2 161,8</b>	<b>2 224,7</b>	<b>2 464,5</b>	<b>2 492,2</b>	<b>2 515,5</b>	<b>2 536,2</b>	<b>2 548,9</b>	<b>1,3%</b>	<b>3,4%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>3,7</b>	<b>5,7</b>	<b>6,2</b>	<b>8,6</b>	<b>6,3</b>	<b>3,8</b>	<b>3,6</b>	<b>1,5</b>	<b>-61,1%</b>	<b>-82,8%</b>
<b>Encours sain</b>	<b>3 026,0</b>	<b>3 150,3</b>	<b>3 227,4</b>	<b>3 547,2</b>	<b>3570,9</b>	<b>3620,7</b>	<b>3651,9</b>	<b>3 679,4</b>	<b>1,6%</b>	<b>3,7%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>28,6</b>	<b>14,7</b>	<b>34,9</b>	<b>55,6</b>	<b>39,2</b>	<b>42,2</b>	<b>35,7</b>	<b>28,5</b>	<b>-32,5%</b>	<b>-48,9%</b>
Crédits de trésorerie	17,2	13,0	33,6	35,8	37,0	34,6	28,8	17,3	-50,0%	-51,7%
Comptes ordinaires débiteurs	11,4	1,7	1,3	19,8	2,2	7,6	6,9	11,1	47,4%	-43,7%
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>802,3</b>	<b>818,2</b>	<b>898,4</b>	<b>955,5</b>	<b>1 012,7</b>	<b>1 005,7</b>	<b>1 016,5</b>	<b>1 021,4</b>	<b>1,6%</b>	<b>6,9%</b>
Crédits à l'équipement	802,2	818,1	898,3	955,5	1 012,6	1 005,7	1 011,7	1 016,5	1,1%	6,4%
<b>Autres crédits</b>	<b>8,5</b>	<b>7,7</b>	<b>7,0</b>	<b>6,2</b>	<b>6,1</b>	<b>5,9</b>	<b>5,7</b>	<b>5,5</b>	<b>-6,2%</b>	<b>-11,6%</b>
<b>Encours sain</b>	<b>839,4</b>	<b>840,6</b>	<b>940,2</b>	<b>1 017,4</b>	<b>1 057,9</b>	<b>1 053,8</b>	<b>1 057,9</b>	<b>1 055,3</b>	<b>0,1%</b>	<b>3,7%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>309,7</b>	<b>387,0</b>	<b>418,8</b>	<b>425,3</b>	<b>420,2</b>	<b>411,5</b>	<b>412,8</b>	<b>405,7</b>	<b>-1,4%</b>	<b>-4,6%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>7 887,5</b>	<b>8 113,7</b>	<b>8 547,6</b>	<b>9 059,7</b>	<b>9 102,7</b>	<b>9 215,6</b>	<b>9 350,4</b>	<b>9 396,9</b>	<b>2,0%</b>	<b>3,7%</b>
dont ECNIL	1 372,2	1 411,6	1 460,8	1 538,1	1 494,1	1 516,6	1 513,5	1 529,6	0,9%	-0,6%
Créances douteuses brutes	612,0	561,6	539,7	507,5	498,6	448,4	445,9	441,8	-1,5%	-12,9%
dont ECIL	550,4	492,3	481,2	444,6	439,6	420,3	418,1	416,5	-0,9%	-6,3%
Créances douteuses nettes	233,6	215,9	204,6	215,3	213,6	170,0	174,2	182,0	7,0%	-15,5%
(dt) Entreprises	164,6	152,6	134,3	133,6	134,5	91,8	93,5	101,5	10,7%	-24,0%
(dt) Ménages	48,4	49,3	52,6	65,0	66,4	66,4	67,3	69,3	4,3%	6,6%
Provisions	378,5	345,7	335,1	292,1	285,0	278,4	271,6	259,8	-6,7%	-11,1%
<b>Encours brut total</b>	<b>8 499,6</b>	<b>8 675,3</b>	<b>9 087,4</b>	<b>9 567,2</b>	<b>9 601,3</b>	<b>9 664,0</b>	<b>9 796,2</b>	<b>9 838,7</b>	<b>1,8%</b>	<b>2,8%</b>
Taux de créances douteuses	7,2%	6,5%	5,9%	5,3%	5,2%	4,6%	4,6%	4,5%	-0,1pt(s)	-0,8pt(s)
dont ECIL	7,8%	6,8%	6,4%	5,6%	5,5%	5,2%	5,1%	5,0%	-0,1pt(s)	-0,6pt(s)
Taux de provisionnement	61,8%	61,6%	62,1%	57,6%	57,2%	62,1%	60,9%	58,8%	-3,3pt(s)	1,2pt(s)
dont ECIL	68,8%	70,2%	69,4%	65,7%	64,8%	66,2%	65,0%	62,4%	-3,9pt(s)	-3,3pt(s)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>1 431,0</b>	<b>1 461,1</b>	<b>1 693,6</b>	<b>1 887,0</b>	<b>1 851,1</b>	<b>1 837,1</b>	<b>1 876,1</b>	<b>2 013,9</b>	<b>9,6%</b>	<b>6,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>937,0</b>	<b>1 005,3</b>	<b>1 206,2</b>	<b>1 401,3</b>	<b>1 359,1</b>	<b>1 373,1</b>	<b>1 375,2</b>	<b>1 563,1</b>	<b>13,8%</b>	<b>11,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>447,5</b>	<b>423,9</b>	<b>457,2</b>	<b>455,3</b>	<b>460,9</b>	<b>432,3</b>	<b>467,5</b>	<b>419,9</b>	<b>-2,9%</b>	<b>-7,8%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	3,5	5,1	7,1	25,4	26,0	30,4	35,5	34,0	11,8%	34,0%
Placements indexés sur les taux de marché	444,0	418,8	450,1	429,9	434,8	401,9	432,0	385,9	-4,0%	-10,2%
<i>dont comptes à terme</i>	273,4	269,6	329,3	331,1	326,8	294,0	284,4	270,4	-8,0%	-18,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	123,1	96,0	85,8	67,1	70,9	83,0	126,2	102,3	23,2%	52,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	47,5	53,1	34,9	31,6	37,0	24,8	21,3	13,3	-46,5%	-58,1%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>46,4</b>	<b>31,8</b>	<b>30,2</b>	<b>30,4</b>	<b>31,2</b>	<b>31,8</b>	<b>33,5</b>	<b>30,9</b>	<b>-2,7%</b>	<b>1,7%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	18,4	13,0	13,0	13,0	13,4	11,1	15,4	13,9	24,9%	6,7%
<b>Ménages</b>	<b>5 266,6</b>	<b>5 458,2</b>	<b>5 517,3</b>	<b>5 702,6</b>	<b>5 757,4</b>	<b>5 781,5</b>	<b>5 803,9</b>	<b>5 915,8</b>	<b>2,3%</b>	<b>3,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 260,0</b>	<b>1 302,4</b>	<b>1 291,4</b>	<b>1 424,3</b>	<b>1 421,2</b>	<b>1 482,8</b>	<b>1 481,1</b>	<b>1 553,7</b>	<b>4,8%</b>	<b>9,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 814,0</b>	<b>1 886,4</b>	<b>1 890,7</b>	<b>1 873,7</b>	<b>1 873,7</b>	<b>1 875,2</b>	<b>1 868,6</b>	<b>1 885,5</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 616,8	1 689,7	1 713,1	1 710,2	1 710,2	1 712,2	1 716,9	1 736,1	1,4%	1,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	630,7	640,1	647,7	651,9	655,1	654,4	667,6	678,3	3,7%	4,1%
<i>dont livrets A et bleus</i>	644,3	686,7	696,5	685,8	682,6	684,3	678,9	685,9	0,2%	0,0%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,9	15,2	14,6	15,0	15,1	15,4	15,3	15,1	-2,0%	0,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	46,1	40,5	37,5	36,7	36,2	35,4	35,1	35,4	-0,1%	-3,5%
<i>dont livrets de développement durable</i>	170,9	199,2	213,0	220,9	222,4	224,5	223,3	225,7	0,6%	2,2%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	110,0	108,0	103,9	99,9	98,8	98,3	96,8	95,8	-2,6%	-4,1%
Placements indexés sur les taux de marché	197,2	196,8	177,5	163,5	163,5	163,0	151,7	149,3	-8,4%	-8,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	164,9	170,4	153,2	140,1	140,7	141,0	130,9	128,9	-8,6%	-8,0%
<i>dont bons de caisse</i>	0,7	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-23,1%	-23,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	31,6	26,1	24,1	23,2	22,6	21,8	20,6	20,3	-6,9%	-12,8%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>2 192,6</b>	<b>2 269,4</b>	<b>2 335,2</b>	<b>2 404,6</b>	<b>2 462,5</b>	<b>2 423,5</b>	<b>2 454,2</b>	<b>2 476,6</b>	<b>2,2%</b>	<b>3,0%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	457,1	472,6	504,8	547,2	557,3	560,8	561,8	573,5	2,3%	4,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	69,7	65,7	61,9	59,3	58,5	56,1	54,8	53,4	-4,8%	-10,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,5	5,6	5,7	6,0	6,6	6,7	7,3	7,0	5,4%	17,5%
<i>dont portefeuille-titre</i>	192,4	183,3	165,1	159,1	153,2	150,6	151,8	153,8	2,2%	-3,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	61,3	57,5	55,0	57,1	54,3	50,1	50,6	49,1	-2,0%	-14,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 406,5	1 484,7	1 542,7	1 575,9	1 632,6	1 599,3	1 627,9	1 639,7	2,5%	4,1%
<b>Autres agents</b>	<b>399,1</b>	<b>479,7</b>	<b>439,4</b>	<b>418,8</b>	<b>420,9</b>	<b>557,6</b>	<b>521,1</b>	<b>516,5</b>	<b>-7,4%</b>	<b>23,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>240,7</b>	<b>296,4</b>	<b>243,6</b>	<b>254,2</b>	<b>251,7</b>	<b>379,9</b>	<b>352,4</b>	<b>366,2</b>	<b>-3,6%</b>	<b>44,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>138,9</b>	<b>162,4</b>	<b>164,8</b>	<b>141,7</b>	<b>148,1</b>	<b>155,8</b>	<b>144,9</b>	<b>129,6</b>	<b>-16,8%</b>	<b>-8,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	55,2	64,8	69,1	67,7	71,5	72,4	66,7	64,5	-10,8%	-4,7%
Placements indexés sur les taux de marché	83,7	97,6	95,7	74,0	76,6	83,4	78,3	65,0	-22,0%	-12,1%
<i>dont comptes à terme</i>	63,1	74,4	69,2	57,8	59,5	62,2	64,7	52,2	-16,1%	-9,7%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>19,5</b>	<b>20,9</b>	<b>31,0</b>	<b>22,9</b>	<b>21,2</b>	<b>21,9</b>	<b>23,7</b>	<b>20,7</b>	<b>-5,5%</b>	<b>-9,5%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>7 096,7</b>	<b>7 399,0</b>	<b>7 650,3</b>	<b>8 008,4</b>	<b>8 029,4</b>	<b>8 176,3</b>	<b>8 201,1</b>	<b>8 446,3</b>	<b>3,3%</b>	<b>5,5%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 437,7</b>	<b>2 604,1</b>	<b>2 741,6</b>	<b>3 079,8</b>	<b>3 032,0</b>	<b>3 235,8</b>	<b>3 208,8</b>	<b>3 483,0</b>	<b>7,6%</b>	<b>13,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 400,4</b>	<b>2 472,8</b>	<b>2 512,6</b>	<b>2 470,7</b>	<b>2 482,6</b>	<b>2 463,3</b>	<b>2 481,0</b>	<b>2 435,0</b>	<b>-1,1%</b>	<b>-1,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 675,5	1 759,6	1 789,3	1 803,2	1 807,7	1 815,0	1 819,0	1 834,7	1,1%	1,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	670,7	688,1	698,7	704,9	712,3	713,2	720,1	728,2	2,1%	3,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	662,7	708,5	721,5	725,6	722,7	727,8	728,4	734,3	0,9%	1,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,9	15,2	14,6	15,0	15,2	15,4	15,3	15,1	-2,0%	0,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	46,1	40,5	37,5	36,7	36,2	35,4	35,1	35,4	-0,1%	-3,5%
<i>dont livrets de développement durable</i>	171,0	199,3	213,1	221,0	222,6	224,6	223,4	225,8	0,6%	2,2%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	110,0	108,1	104,0	100,0	98,9	98,5	96,9	95,9	-2,7%	-4,1%
Placements indexés sur les taux de marché	724,9	713,2	723,3	667,4	674,9	648,3	661,9	600,3	-7,4%	-10,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	501,4	514,4	551,7	528,9	527,0	497,2	480,0	451,5	-9,2%	-14,6%
<i>dont bons de caisse</i>	1,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,3	0,2	-68,2%	-69,6%
<i>dont certificats de dépôt</i>	47,5	53,1	34,9	31,6	37,0	24,8	21,3	13,3	-46,5%	-58,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	174,6	145,1	136,1	106,3	110,3	125,7	160,3	135,4	7,7%	27,4%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>2 258,6</b>	<b>2 322,1</b>	<b>2 396,7</b>	<b>2 457,9</b>	<b>2 514,8</b>	<b>2 477,2</b>	<b>2 511,4</b>	<b>2 528,3</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,9%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	457,4	472,9	505,2	547,7	557,8	561,3	562,2	573,8	2,2%	4,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	69,7	65,7	61,9	59,4	58,5	56,1	54,8	53,4	-4,8%	-10,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,5	5,6	5,7	6,0	6,6	6,7	7,3	7,0	5,4%	17,5%
<i>dont actions</i>	53,4	58,4	58,9	66,8	64,4	67,2	62,8	66,6	-0,9%	-0,4%
<i>dont obligations</i>	176,5	151,7	139,7	119,0	115,1	112,3	115,6	112,2	-0,1%	-5,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	89,6	83,0	82,5	83,2	79,9	74,4	80,6	75,5	1,4%	-9,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 406,6	1 484,9	1 542,9	1 575,9	1 632,6	1 599,3	1 627,9	1 639,7	2,5%	4,1%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : Gilles GENRE-GRANDPIERRE  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : avril 2017